

Belgie Bar.s.t : du slogan à la réalité...

David LANNON ■ octobre 2019

Du *Belgie Barst !* - (« *Belgique, crève !* »), cri de ralliement des extrémistes des années 80 - à l'image « respectable » donnée par la N-VA de Bart De Wever aujourd'hui, le nationalisme flamand a fortement évolué au fil du temps

Cette mutation s'est accompagnée d'une croissance électorale sans précédent.

A l'heure actuelle, les listes revendiquant l'indépendance de la Flandre rassemblent près de la moitié des suffrages en Flandre.

C'est cette montée du nationalisme flamand que nous allons tenter d'analyser.

En étudiant les principales évolutions du mouvement, l'objectif est de mieux cerner la situation politique flamande actuelle et d'amener des éléments de réflexion quant à l'avenir institutionnel du pays.

Introduction

Belgie Barst, littéralement « Belgique, crève », fut longtemps le cri de ralliement des nationalistes flamands les plus extrêmes.

Mais, depuis les années 80 et les manifestations du TAK¹ ou du VMO², les choses ont bien changé. On n'en voit plus tellement, aujourd'hui, de ces défilés de miliciens du dimanche, parés de costumes nazillons, d'oriflammes germaniques ou de casques de moto et de manches de pioche. On n'entend plus tellement hurler « Franse raten buiten »³ lors du Gordel ou dans les démonstrations de force en périphérie bruxelloise.

Bien sûr, la haine se déverse malheureusement encore aujourd'hui sur les réseaux sociaux ou au quotidien, dans la rue, à l'école, au travail... Mais le nationalisme flamand offre également un visage beaucoup plus lisse, voire respectable : en costume-veston-cravate dans les médias ou en campagnes de communication chocs sur les réseaux sociaux. Un des grands artisans de cette mutation du mouvement est sans conteste Bart De Wever, président de la N-VA.

Et ça marche ! Les partis nationalistes flamands rassemblent aujourd'hui près d'un électeur flamand sur deux...

Que signifie ce succès ? Faut-il y voir, comme le prétendent certains, l'expression d'un mécontentement et d'une défiance envers le monde politique dit « traditionnel ». Ou bien, comme d'autres, qui le considèrent comme une tendance inéluctable, y voir l'expression d'un réel désir d'autonomie (très) accrue, voire d'indépendance totale, de la part d'un nombre croissant de Flamandes et Flamands.

Sans chercher les origines ou causes du nationalisme flamand ni prétendre amener de réponse définitive à cette (difficile) question, nous allons étudier l'évolution des résultats des formations indépendantistes flamandes depuis l'instauration du suffrage réellement universel (c'est-à-dire... mixte !) en 1948.

Ces éléments d'information et d'analyses devraient pouvoir nous aider à remettre en contexte les velléités indépendantistes flamandes et à envisager des perspectives d'avenir pour l'avenir institutionnel de ce qui nomme encore, à l'heure d'aujourd'hui, la Belgique.

¹ *Taal Aktie Komitee, Comité d'action linguistique*, mouvement d'extrême droite militant contre la présence de Francophones en Flandre, pour l'indépendance, pour l'amnistie des anciens collaborateurs nazis...

² *Vlaamse Militanten Orde, Ordre des Militants flamands*, mouvement d'extrême droite créé par Bob Maes, ex-collaborateur des Nazis, revendiquant lui aussi l'indépendance flamande et l'amnistie pour les personnes condamnées pour des faits de collaboration. Adeptes de la stratégie du coup de poing et des actions violentes, ce mouvement finira par être dissous, en 1981, pour infraction à la loi sur les milices privées. Malgré cela, ses militants continueront à être actifs et recréeront d'autres groupes par la suite.

³ Littéralement *Les rats français, dehors !*

Le mouvement flamand : évolutions électorales depuis l'après-guerre

Depuis l'instauration du suffrage universel, une ou des formations nationalistes ou autonomistes flamandes ont été présentes à chaque élection fédérale à l'exception du scrutin de 1950 :

- **VU** : Vlaams Concentratie en 1949, Christelijke Vlaamse Volksunie en 1954, Volksunie⁴ de 1958 à 1995 et VU-ID en 1999.
- **VB** : Vlaams Blok/Belang⁵ de 1978 à 2019.
- **N-VA**⁶ de 2003 à 2019 (en cartel avec le CD&V⁷ en 2007).
- **Spirit**, en cartel avec le SP.A⁸, en 2003 et 2007.

Pour évaluer au mieux l'évolution du vote nationaliste flamand, il est intéressant de compiler les résultats de ces différentes formations au cours des années.

Il est vrai que des différences existent au sein de ces formations quant au degré d'autonomie qu'elles réclament pour la Flandre. Si la N-VA et le Vlaams Blok/Belang revendiquent officiellement l'indépendance de la Flandre, il a aussi existé, au sein de la VU, et encore plus au sein de Spirit, une tendance plus modérée, qui visait une autonomie accrue, le fédéralisme ou le confédéralisme, mais qui acceptait le cadre de l'Etat belge. A partir de 1985, cette tendance devient même majoritaire au sein de la VU. Ces mouvances moins radicales sont cependant clairement – tant politiquement que culturellement – à relier au mouvement flamand en tant que tel, raison pour laquelle nous avons décidé de les intégrer au score cumulé des formations nationalistes flamandes.

Enfin, nous avons délibérément choisi d'étudier les résultats au niveau des cantons électoraux flamands. En étudiant les scores de ces partis au niveau national, ceux-ci auraient été « dilués » et atténués par les votes francophones. Pour pouvoir estimer correctement le poids du vote nationaliste flamand en Flandre, il est donc indispensable de n'envisager les résultats des partis de cette mouvance qu'au niveau de cette Région.

⁴ *Volksunie*, Union populaire

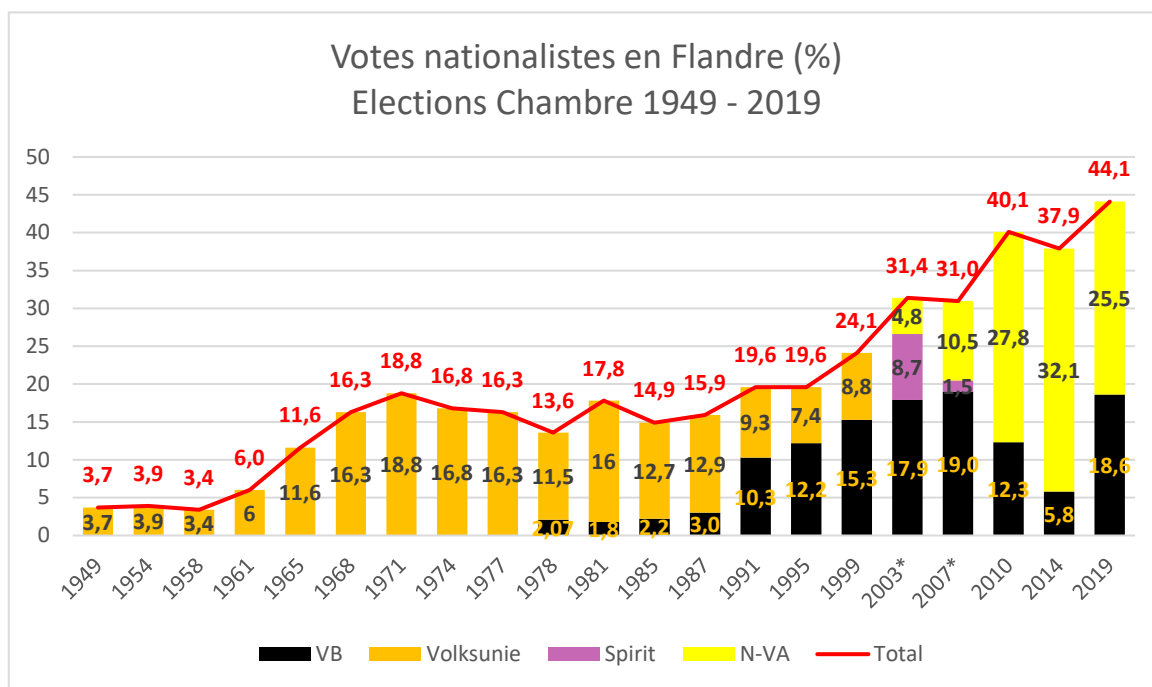
⁵ *Bloc flamand* devenu *Intérêt flamand*

⁶ *Nieuw-Vlaamse Alliantie*, *Nouvelle alliance flamande*

⁷ *Christen-Democratisch en Vlaams*, *Chrétiens-démocrates et flamands*, parti démocrate-chrétien.

⁸ *Socialistische Partij* – *Anders* mais aussi *Sociaal Progressief Alternatief*, soit *Parti socialiste* et autres ainsi que *Alternative progressive sociale*.

	1949	1954	1958	1961	1965	1968	1971	1974	1977	1978	1981	1985	1987	1991	1995	1999	2003*	2007*	2010	2014	2019	
VB										2,07	1,8	2,2	3,0	10,3	12,2	15,3	17,9	19,0	12,3	5,8	18,6	
Volkunie	3,7	3,9	3,4	6	11,6	16,3	18,8	16,8	16,3	11,5	16	12,7	12,9	9,3	7,4	8,8						
Spirit																	8,7	1,5				
N-VA																		4,8	10,5	27,8	32,1	25,5
Total	3,7	3,9	3,4	6	11,6	16,3	18,8	16,8	16,3	13,57	17,8	14,9	15,9	19,6	19,6	24,1	31,4	31,0	40,1	37,9	44,1	



Remarque méthodologique

(*) 2003 et 2007 sont des années particulières.

La Volkunie est morte en 2001, laissant derrière elle une aile gauche de tendance autonomiste (Spirit) et une aile droite indépendantiste (N-VA).

Spirit s'allie au SP.a en 2003 et 2007.

La N-Va se présente seule aux élections en 2003 mais, en 2007, elle opte pour le cartel avec le CD&V.

En 2003 et 2007, une partie des électeurs VU s'est tournée vers la N-VA ou un de ces deux cartels. Pour évaluer les scores des partis nationalistes qui se présentaient en cartel, nous avons établi une moyenne entre :

- les résultats 1999 et 2010 du SP.a que nous avons soustraite du total des voix obtenues par le cartel avec Spirit en 2003 et 2007 ;
- les résultats 2003 et 2010 du CD&V que nous avons soustraite du total des voix obtenues par le cartel avec la N-VA en 2007.

Ce procédé n'est pas incontestable d'un point de vue méthodologique et ferait sans doute hurler beaucoup de politologues ou statisticiens. C'est cependant le seul moyen pour éviter toute sous-évaluation (en ne prenant pas du tout en compte les cartels) ou surévaluation (en comptabilisant l'entièreté du score des cartels) du vote nationaliste flamand.

Un mouvement, différentes tendances, plusieurs époques

En analysant les données de ce graphique, on pourrait identifier cinq périodes distinctes du nationalisme flamand en termes de résultats sortis des urnes. Une brève analyse de ces époques nous permettra également de donner un bref aperçu de la diversité du mouvement nationaliste flamand. On y a en effet retrouvé, au fil des années, des tendances conservatrices catholiques, laïques, centristes ou de droite extrême voire même plus « progressistes », ... De même, si certains, revendiquant une indépendance rapide, privilégiaient une politique d'opposition radicale, d'autres, tenants d'une stratégie plus progressive, revendiquant davantage d'autonomie et de compétences pour la Flandre via le fédéralisme, défendaient la collaboration avec les autres partis flamands et la participation au pouvoir.

1. Les années 50 : la confidentialité d'après-guerre

L'après-guerre n'est pas une période faste pour le mouvement. De 1949 à 1961, ce sont 12 années de faible représentation où la VC - devenue par la suite CVV puis Volksunie - ne dépasse pas les 6% de l'électorat flamand. Sans doute faut-il y voir les souvenirs du deuxième conflit mondial et les stigmates de la collaboration active avec les Nazis, dans lequel s'est largement compromis le mouvement nationaliste flamand.

2. Des années 60 à l'aube des années 90 : les « Trente Glorieuses » de la Volksunie

On note, à partir du début des années 60, un décollage : la Volksunie dépasse pour la première fois la barre des 10%. En 10 ans, de 1961 à 1971, elle triple son nombre d'électeurs ! Ensuite, durant plus ou moins 25 ans, les formations nationalistes rassemblent environ 1 électeur flamand sur 6 (15%). La Volksunie, ultra majoritaire à l'époque au sein du mouvement flamand, a, durant cette période, réussi à rassembler autour d'elles plusieurs mouvances nationalistes de droite, indépendantistes et autonomistes. Malgré des débats internes, parfois houleux, et des tensions, ce parti reste uni autour de la revendication du fédéralisme, repoussant à plus loin l'idée d'un Etat flamand indépendant. Il participera même à trois gouvernements fédéraux en 1977, 1978 et de 1988 à 1991. Notons cependant, en 1977, une scission de l'extrême droite du parti qui crée d'abord le Vlaamse Volkspartij, qui fusionnera l'année suivante avec le Vlaams Nationale Partij pour créer le Vlaams Blok (devenu, depuis sa condamnation pour racisme en 2004, le Vlaams Belang).

Les années 80 voient s'amorcer un lent mais constant déclin de la VU, sans doute en lien avec ses différentes participations aux majorités gouvernementales nationales. Cette diminution d'audience électorale est concomitante avec les débuts électoraux du Vlaams Blok, parti qui va connaître sa première apogée dans les années 90.

3. Les années 90 : le dopage néo-fasciste

Au début des années 90, on assiste à une montée de l'extrême droite un peu partout en Europe et la Belgique ne fait pas exception à la règle. En Wallonie et à Bruxelles, on assiste ainsi à l'émergence du Front national, parti qui connaîtra quelques « succès » électoraux durant cette décennie (sans jamais dépasser la barre des 10%) avant d'être miné par les dissensions internes et les affaires judiciaires.

Depuis, dénoncée par de nombreuses campagnes (d'éducation permanente, entre autres) et incapable de s'unir derrière un parti ou une structure un tant soit peu fédératrice, l'extrême droite francophone est quasi inexistante sur le terrain électoral wallon et bruxellois francophone.

C'est surtout la Flandre qui va être marquée par la poussée de l'extrême droite. Durant les années 90, le Vlaams Belang dépasse en effet la barre des 10%, devenant ainsi le premier parti nationaliste flamand. La Volksunie ne lui ravira plus jamais la première place et subira une lente agonie, qui se terminera, dix ans plus tard, par son explosion définitive.

Cette montée de l'extrême droite dope indéniablement le score global du nationalisme flamand, qui rassemble un électeur flamand sur cinq en 1991 et 1995, puis un votant sur quatre en 1999.

4. 2003 – 2007 : l'ère des cartels

On l'a vu, la mort de la Volksunie en 2001 débouche sur la naissance de deux formations : Spirit et la N-VA. Au début des années 2000, elles font toutes deux le choix de se présenter en cartel : Spirit avec le SP.a en 2003 et 2007, la N-VA avec le CD&V en 2007.

Cette stratégie s'avérera sans avenir pour Spirit : le parti, tiraillé entre ailes droite (qui finira à l'Open-Vld, le parti libéral flamand ou au CD&V) et gauche (qui terminera par fusionner avec Groen), disparaîtra en tant que tel en 2008-2009.

La N-VA, par contre, sortira grande gagnante de son alliance avec le CD&V en 2007. En 2003, elle n'avait en effet pas réussi à dépasser le seuil électoral des 5% lui permettant de faire élire ses candidates et candidats⁹. Pour les élections fédérales de 2007 (et déjà pour les élections régionales et européennes de 2004), elle conclut donc une alliance avec le parti social-chrétien flamand, lui-même à la recherche d'un nouveau souffle électoral. Le succès est au rendez-vous puisque le cartel recueille 29,6%, devenant ainsi la première formation flamande. Cette victoire ne débouchera cependant pas sur une participation de la N-VA au pouvoir : en septembre 2008, elle décide de quitter le cartel, de ne pas participer aux négociations institutionnelles et de retirer son soutien au gouvernement de Yves Leterme (CD&V).

Si la participation aux affaires publiques ne fut pas au rendez-vous, ces quelques années de cartel ont donné à la N-VA une visibilité nouvelle, des gages de respectabilité, des moyens financiers... Cet ensemble de facteurs va lui permettre de se développer et de donner une audience à ses campagnes chocs populistes stigmatisant les *Wallons assistés*. Amorcé aux élections régionales de 2009, le phénomène N-VA va littéralement exploser dans la décennie suivante.

5. 2010-2019 : le triomphe du nationalisme flamand

En 2010, la N-VA réalise une percée historique, devenant la première formation flamande avec près de 28% des suffrages flamands. Elle a clairement profité d'un report de certains électeurs et électrices du Vlaams Belang (qui voit son score baisser de 19,3% à 12%). Quatre ans plus tard, le parti de Bart de Wever poursuit sa progression aux dépens du VB : 32,1 % pour le premier contre 5,8% pour le second.

⁹ Seul Geert Bourgeois avait été élu parlementaire fédéral dans la circonscription de Flandre-Occidentale.

Cependant, les années à venir montreront que cette baisse de la formation néo-fasciste ne signifie pas pour autant une perte d'influence de ses idées...

En effet, en 2018, le Vlaams Belang remonte de près de 13% pour atteindre 18,6%. Cette résurrection de l'extrême droite se fait en partie aux dépens de la N-VA... mais pas seulement ! Sans doute « victime » de sa participation au gouvernement fédéral de 2014 à 2019, celle-ci a certes perdu 7,4%... mais pas 13 % ! Cela signifie donc que, globalement, le vote nationaliste augmente une fois de plus. Il rassemble aujourd'hui 44,1 % des électrices et électeurs flamands.

Au niveau régional, la situation est telle que, pendant un mois au moins, une coalition alliant droite extrême de la N-VA et extrême droite du VB fut une éventualité crédible pour former un gouvernement. Ce n'est, en apparence du moins, que l'opposition des autres partis flamands qui a empêché la participation du VB au pouvoir.

La déclaration de politique régionale flamande de la coalition N-VA – Open Vld – CD&V est cependant fortement influencée par l'extrême droite et imprégnée de ses idées : thématiques de l'identité, de la langue et de la culture flamandes omniprésentes et transversales (le fameux *canon flamand*, la conscience identitaire et culturelle qu'entend promouvoir le nouveau gouvernement), multiplication des mesures vexatoires, stigmatisantes et discriminantes à l'égard des nouveaux arrivés sur le sol flamand (réfugiés, immigrés, francophones...), décrédibilisation et détricotage des mesures sociales et égalitaires, désinvestissement dans les services publics, attaques contre les médias publics jugés trop à gauche...

6. Aujourd'hui... et demain ?

On l'a vu, le nationalisme flamand a connu, au cours des dernières années, une progression fulgurante. En 30 ans, il a triplé son score. Et en 20 ans, il l'a doublé ! D'un suffrage sur quatre à l'aube du troisième millénaire, ce courant politique finit, 20 ans plus tard, par rassembler près d'un électeur flamand sur deux !

Certes, les motivations des électrices et électeurs des partis nationalistes sont variées et tous ne sont pas de fervents militants de l'indépendance. De nombreuses études ont été menées sur le sujet : les partisans de l'indépendance réelle de la Flandre seraient en réalité moins nombreux (23%¹⁰) que les électeurs de la N-VA et du Vlaams Belang rassemblés (44%).

On ne peut cependant pas nier que ces deux partis portent fièrement et clairement l'indépendance flamande comme revendication et objectif. Et l'analyse des votes des dernières décennies montre que la progression des listes nationalistes n'a rien d'un épiphénomène temporaire ou de soubresauts liés à un contexte donné. Il s'agit d'une progression structurelle et constante.

Les tendances les plus modérées du mouvement flamand (celles que l'on qualifierait plus volontiers d'autonomistes, comme la VU à partir de 1985), ne sont guère plus représentées en tant que telles sur l'échiquier politique. Mais le départ de nombreux anciens de la VU vers différents partis, l'expérience des cartels et la progression du discours nationaliste dans les médias ont aidé à la

¹⁰ Timmie van Diepen, Exclusief onderzoek: kwart Vlamingen vindt dat België moet splitsen, Belang van Limburg, 31 mai 2019.

https://www.hbvl.be/cnt/dmf20190531_04438449/exclusief-onderzoek-kwart-vlamingen-vindt-dat-belgie-moet-splitsen

diffusion des positions et revendications (con)fédéralistes au sein de l'ensemble des partis flamands (à l'exception, sans-doute, du PVDA).

Malgré cela et malgré les réformes de l'Etat successives, c'est aujourd'hui la tendance radicale du nationalisme flamand qui l'emporte dans les urnes. Et, même si, en l'absence d'un soutien populaire fort autour de l'indépendance, les nationalistes flamands ont opté pour un *nationalisme de succion* plutôt que pour un *nationalisme de scission*¹¹, les faits sont têtus : les nationalistes sont aujourd'hui presque majoritaires en Flandre.

Si l'on ajoute à cet état de fait, les clivages gauche-droite, totalement opposés entre la Flandre d'un côté, la Wallonie et Bruxelles de l'autre, on ne peut que s'interroger sur l'avenir même de la structure actuelle Belgique...

¹¹ « Anvers n'est pas Barcelone. Si les Catalans pratiquent un très classique nationalisme de scission, la N-VA pratique un nationalisme de succion. L'idée est de vider l'Etat central de sa substance, en y occupant le pouvoir ou en régionalisant ses compétences. La force d'un nationalisme de scission c'est de pouvoir dire : si on n'obtient pas l'autonomie de l'Etat central, on s'en va et le peuple nous soutiendra. La N-VA n'a pas cette force. Son seul chantage c'est de rendre l'Etat ingouvernable et inefficace s'il n'y a pas plus d'autonomie. C'est beaucoup moins romantique, et le risque est d'apparaître comme irresponsable », Anvers n'est pas Barcelone, Bertrand Henne, La Première, 15 octobre 2019.
https://www.rtbf.be/info/dossier/chroniques/detail_anvers-n-est-pas-barcelone?id=10341723